



Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération
Département du pilotage de la mobilité
78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955

Note de mobilité

SG/SRH/SDCAR/2021-366

20/05/2021

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 16

Objet : Appel à candidature : 16 poste au titre de la mobilité du deuxième cercle

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; la fiche correspondante mentionnant les personnes à contacter est jointe en annexe à la présente note.

Agence de services et de paiement :

- 1 poste de directeur Régional adjoint (H/F) – site de Caen
Date limite de candidature : 10/06/2021 inclus

1 poste de directeur régional adjoint (H/F) – site de Bordeaux
Date limite de candidature : 10/06/2021 inclus

1 poste de Chef de service (H/F)
Date limite de candidature : 10/06/2021 inclus

1 poste de Chef de service adjoint (H/F)
Date limite de candidature : 10/06/2021 inclus

Conservatoire du littoral :

- 1 poste d'assistant administratif (F/H)
Date limite de candidature : 17/06/2021

France AGRIMER

- 1 poste d'adjoint.e au chef de l'unité grains et sucre
Date limite de candidature : 17/06/2021

- 1 poste de chargé(e) de mission pôle « réglementation, certification des comptes et contrôles externes »
Date limite de candidature : 17/06/2021

- 1 poste de responsable du pôle de relance – volet filières
Date limite de candidature : 17/06/2021

- 1 poste de chargé(e) d'études économiques marchés internationaux des céréales
Date limite de candidature : 17/06/2021

- 1 poste de chef de projet CÉRÉ'OBS
Date limite de candidature : 17/06/2021

- 1 poste de chef(fe) de l'unité élevage
Date limite de candidature : 17/06/2021

- 1 poste d'adjoint.e Unité grandes cultures
Date limite de candidature : 17/06/2021

Institut National de l'Origine et de la Qualité

- 1 poste de Responsable du Pôle Label Rouge (F/H)
Date limite de candidature : 04/06/2021

- 1 poste de technicien(ne) territorial(e)
Date limite de candidature : 04/06/2021

- 1 poste de chargé(e) de mission technique et réglementaire
Date limite de candidature : 04/06/2021

Office français de la biodiversité

- 1 poste de chargé de mission mobilisation des territoires et planification (H/F)
Date limite de candidature : 25/06/2021

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

**Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Agence de services et de paiement
Direction régionale Normandie – site de CAEN
8-10 rue Bailey – CS 25273 14052 Caen cedex 4**

Directeur Régional adjoint (H/F)

<p>N° du poste : R27039 Catégorie : A</p>	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 3	Groupe RIFSEEP ASP : 2
<p>Poste vacant / SREPES</p>	
<p>Présentation de l'environnement professionnel</p>	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales (DR) implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>La Direction régionale (DR) Normandie couvre les 5 départements de la région et est composée de 65 agents permanents répartis sur deux sites : Caen et Rouen.</p> <p>Les missions sont réparties en deux grands domaines d'activité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Agriculture - Formation Professionnelle et Emploi (FPE)
<p>Objectifs du poste</p>	<p>Placé sous l'autorité du Directeur Régional, il (elle) dispose de l'ensemble des prérogatives et missions de celui-ci, qu'il (elle) est amené(e) à représenter et à suppléer en toute circonstance.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre les orientations de la direction générale pour sa région et participe à la définition de la stratégie de l'établissement. - Contribuer au pilotage de la DR en favorisant le mode projet et la transversalité. S'assurer de la bonne organisation et du bon fonctionnement des équipes. - Accompagner les équipes dans la définition et la mise en œuvre des priorités organisationnelles et managériales. <p>Missions supports</p> <p>Assurer le pilotage des missions supports (RH, budget, informatique..)</p> <p>Service « industrie du futur »</p> <p>Prendre en charge le pilotage de nouveaux dispositifs ne pouvant être assurés par les autres services de la DR comme notamment l'industrie du futur.</p>
<p>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter</p>	<p>Aux côtés du directeur régional, le directeur adjoint/ la directrice adjointe contribue à la mise en œuvre des politiques publiques relevant de l'ASP et aux orientations stratégiques de l'établissement, en les intégrant dans les démarches prenant en compte la dimension nationale ou suprarégionale.</p> <p>Le directeur adjoint/la directrice adjointe appuie le directeur dans la réalisation des missions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le management et le pilotage de la structure régionale : fixation des objectifs, organisation et répartition des moyens, évaluation des résultats et de la performance, accompagnement du dialogue social ; le tout dans un contexte de réformes nécessitant de réelles capacités de management et de conduite au changement - le développement d'une culture managériale commune - la mise en œuvre à l'échelle régionale de la politique, des orientations stratégiques

	<p>nationales de l'établissement</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exercice des responsabilités dans le domaine budgétaire et financier - être garant du contrôle interne au sein de la direction régionale (analyse, plan d'actions, suivi des actions). <p>La tenue du poste nécessite polyvalence, disponibilité, déplacements fréquents</p> <p>Les qualités attendues du ou de la titulaire sont la loyauté, la capacité à animer et à s'intégrer dans une équipe en y apportant son expérience et sa personnalité</p> <p>Le (la) titulaire du poste devra avoir la capacité de donner du sens à l'action, de créer un état d'esprit collectif, de responsabiliser et valoriser les agents.</p> <p>Il (elle) devra faire preuve d'une aptitude marquée au management et des qualités relationnelles notamment dans le contexte d'une structure multi-sites et pluridisciplinaire.</p> <p>Ce poste fait l'objet d'une délégation de signature.</p>
Champ relationnel du poste	La Direction générale, toutes les Directions du siège et Directions régionales, les Services centraux et déconcentrés de l'Etat, les Partenaires (collectivités territoriales, organisations socio-économiques et professionnelles...)
Compétences liées au poste	<p>Savoirs (le cas échéant à acquérir) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Connaissances solides en droit, économie et/ou sciences et techniques, - Connaissance de l'environnement professionnel et de ses enjeux, - Connaissance de l'organisation et du fonctionnement de l'Etat et des Collectivités Territoriales, - Connaissance du fonctionnement des structures administratives au plan européen, national, régional et de leurs règles. - Règles de gestion comptable et budgétaire, - Médias et techniques de communication, - Management et animation d'équipes pluridisciplinaires - Aptitude au management participatif et à la gestion en mode projet - Bonne connaissance du système d'information, - Capacité d'organisation, de pilotage, - Elaborer le budget du site et en piloter l'exécution, <p>Savoir-faire (à mettre en œuvre) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Capacité à déléguer, - Capacité d'initiative, d'anticipation et de vision prospective - Gérer une relation externe, - Aptitude à l'arbitrage et à la prise de décision, - Capacité à fixer des objectifs cohérents, - Capacité à organiser les équipes et à décider en situation d'urgence - Capacité à mobiliser et valoriser les compétences.
Personnes à contacter	<p><u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u></p> <p>Franck CHARON, Directeur régional tél : 02.31.06.24.00 Direction régionale ASP Normandie, site de Caen courriel : franck.charon@asp-public.fr</p> <p><u>Pour des questions relatives aux RH :</u></p> <p>Véronique GAND, Secrétaire de direction tél : 02.31.06.83.93 Direction régionale ASP Normandie, site de Caen courriel : veronique.gand@asp-public.fr</p> <p>Céline GADY-FEYSSAT - Conseillère en recrutement, mobilité et formation Siège ASP tél : 05.55.12.00.56 courriel mobilite@asp-public.fr</p>

DIRECTEUR REGIONAL ADJOINT (H/F)

N° du poste : R85079	
Catégorie : A	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 3	Groupe RIFSEEP : 1
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>La Direction régionale (DR) Nouvelle Aquitaine couvre les 12 départements de la région et est composée de 160 agents permanents répartis sur trois sites : Bordeaux, Poitiers et Limoges.</p> <p>Elle est structurée en quatre domaines, 7 services et deux missions, pilotés par une direction composée du directeur régional (Bordeaux) et de deux adjoints basés à Limoges et Bordeaux :</p> <ul style="list-style-type: none">- Domaine administratif et informatique composé du service des affaires générales (RH/ budget/ logistiques / informatique) et d'une mission Contrôle interne / LAF et appui à la diffusion des innovations- Domaine des aides directes de la PAC composé de deux services en charge des contrôles des aides PAC (Poitiers / Limoges et Bordeaux) et d'une mission plan de performance Pac- Domaine agriculture et développement rural et pêche composé du SADRP également en charge d'aides aux investissements,- Domaine Environnement Emploi et politiques sociales (EEPS) composé de 2 services EEPS (Limoges et Poitiers / Bordeaux), un service VAE sanitaire et sociale et assistances techniques basé à Limoges,

Objectifs du poste	<p>Placé sous l'autorité du Directeur Régional, il (elle) dispose de l'ensemble des prérogatives et missions de celui-ci, qu'il (elle) est amené(e) à représenter et à suppléer en toute circonstance.</p> <p>Il (elle) met en œuvre les orientations de la direction générale pour sa région et participe à la définition de la stratégie de l'établissement.</p> <p>Il (elle) contribue au pilotage de la DR en favorisant le mode projet et la transversalité.</p> <p>Il (elle) s'assure de la bonne organisation et du bon fonctionnement des équipes.</p> <p>Il (elle) a la charge d'accompagner les équipes dans la définition et la mise en œuvre des priorités organisationnelles et managériales.</p> <p>Il (elle) a plus particulièrement en charge d'assurer l'animation des CODIR sites de Bordeaux (sur lequel il est basé) et de Poitiers (présence hebdomadaire). Il prendra en charge, selon ses domaines de compétences et en complémentarité avec le directeur régional et le directeur adjoint basé à Limoges, le suivi de certaines thématiques métier ou de gestion interne.</p>
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Aux côtés du directeur régional, le directeur adjoint contribue à la mise en œuvre des politiques publiques relevant de l'ASP et aux orientations stratégiques de l'établissement, en les intégrant dans les démarches prenant en compte la dimension nationale ou suprarégionale.</p> <p>Le directeur adjoint appuie le directeur dans la réalisation des missions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le management et le pilotage de la structure régionale : fixation des objectifs, organisation et répartition des moyens, évaluation des résultats et de la performance, accompagnement du dialogue social ; le tout dans un contexte de réformes nécessitant de réelles capacités de management et de conduite au changement - le développement d'une culture managériale commune - la mise en œuvre à l'échelle régionale de la politique, des orientations stratégiques nationales de l'établissement - le développement du mode projet et de la transversalité entre services de la DR et entre DRs - l'exercice des responsabilités dans le domaine budgétaire et financier - garant du contrôle interne au sein de la direction régionale (analyse, plan d'actions, suivi des actions). <p>La tenue du poste nécessite polyvalence, disponibilité, déplacements fréquents</p> <p>Les qualités attendues du ou de la titulaire sont la loyauté, la capacité à animer et à s'intégrer dans une équipe en y apportant son expérience et sa personnalité.</p> <p>Le (la) titulaire du poste devra avoir la capacité de donner du sens à l'action, de créer un état d'esprit collectif, de responsabiliser et valoriser les agents.</p> <p>Il ou elle devra faire preuve d'une aptitude marquée au management et des qualités relationnelles notamment dans le contexte d'une structure multi-sites et pluridisciplinaire.</p>

	Ce poste fait l'objet d'une délégation de signature.	
Champ relationnel du poste	<ul style="list-style-type: none"> - La Direction générale, - Toutes les Directions du siège et Directions régionales, - Les Services centraux et déconcentrés de l'Etat, - Les Partenaires (collectivités territoriales, organisations socio-économiques et professionnelles...) 	
Compétences liées au poste	<p>Savoirs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Connaissances solides en droit, économie et/ou sciences et techniques, - Connaissance de l'environnement professionnel et de ses enjeux, - Connaissance de l'organisation et du fonctionnement de l'Etat et des Collectivités Territoriales, - Connaissance du fonctionnement des structures administratives au plan européen, national, régional et de leurs règles. - Règles de gestion comptable et budgétaire, - Médias et techniques de communication, - Management et animation d'équipes pluridisciplinaires - Aptitude au management participatif et à la gestion en mode projet - Bonne connaissance du système d'information, - Capacité d'organisation, de pilotage, - Elaborer le budget du site et en piloter l'exécution, 	<p>Savoir-faire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Capacité à déléguer, - Capacité d'initiative, d'anticipation et de vision prospective - Gérer une relation externe, - Aptitude à l'arbitrage et à la prise de décision, - Capacité à fixer des objectifs cohérents, - Capacité à organiser les équipes et à décider en situation d'urgence - Capacité à mobiliser et valoriser les compétences.
Personnes à contacter	<p><u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u></p> <p>Madame Véronique GELIS – Cheffe du service Administratif et Financier -: veronique.gelis@asp-public.fr - <u>Tél</u> : 05 55 11 57 08</p> <p><u>Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :</u></p> <p>Monsieur Nicolas LEBRAUD – DRH – Conseiller recrutement, mobilité et formation – mobilite@asp-public.fr – <u>Tél</u> : 05 55 12 00 64</p>	

CHEF DE SERVICE (H/F)

Service Contrôles – Bi-sites Poitiers / Limoges

N° du poste : R86051	
Catégorie : A	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	Groupe RIFSEEP : 2
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>Avec 160 ETP titulaires et de nombreux contractuels, la DR Nouvelle-Aquitaine est implantée sur 3 sites (Bordeaux, Poitiers et Limoges) et comprend 7 services dont 4 services multi sites.</p> <p>L'encadrement du service Contrôles est composé d'un(e) chef(fe) de service basé à Poitiers et de deux adjoints (1 à Limoges et 1 à Poitiers).</p> <p>Constitué d'une équipe d'environ 30 agents permanents ainsi que d'agents en CDD, le service assure des missions de contrôle dans le domaine du paiement des aides européennes aux surfaces agricoles, aux animaux et à des aides en faveur de projets agricoles et ruraux (RDR).</p>
Objectifs du poste	<p>Au plan régional, l'objectif d'un traitement en tous points équitable des départements de la région, y compris ceux relevant du service de Bordeaux, font du pilotage régional, de la mutualisation des ressources, et de l'équilibre des compétences un enjeu de premier plan placé sous la supervision du directeur régional et de ses adjoints. Le titulaire du poste sera à ce titre partie prenante du CODIR contrôles en charge du pilotage de la campagne de contrôles à l'échelle de la direction régionale.</p>

	<p>Au niveau du service bi sites : encadrer, animer et piloter le service en charge des contrôles des demandes d'aides touchant au domaine agricole (domaines des surfaces agricoles, des animaux, des aides « Hors SIGC »). Ces contrôles réglementaires ont pour but de s'assurer de la régularité du versement des fonds publics.</p> <p>S'agissant d'une création de service par fusion de deux services existants, l'enjeu premier sera de fédérer les équipes au plan régional en recherchant l'harmonisation des pratiques, la mutualisation des ressources, l'équilibre des compétences.</p>				
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Le (la) titulaire du poste aura notamment à accomplir les tâches suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Superviser l'ensemble des secteurs d'activité de son service ; - Animer les équipes du service : définition des objectifs et des priorités, planning, animation des réunions, relevés de décision - Accompagner le changement - Veiller à la cohésion d'équipe - Participer au recrutement et à la formation des nouveaux arrivants - Réaliser les entretiens professionnels des agents du service et accompagner leur parcours professionnel - Conduire les projets du service, au sein de la DR Nouvelle-Aquitaine et en lien étroit avec les 2 autres services des contrôles - Assurer le relationnel avec les partenaires internes et externes - Suivre les tableaux de bord de l'activité et des résultats du service - Participer au CODIR site de Poitiers et de Limoges - Déplacements réguliers sur Limoges et potentiellement en région Nouvelle-Aquitaine et disponibilité nécessaires. 				
Champ relationnel du poste	<ul style="list-style-type: none"> - Partenaires institutionnels (DDT(M), DD(CS)PP, EDE, DRAAF, DREAL, Région...) - Directions du siège de l'ASP - Autres services des contrôles au sein de la direction régionale - Autres services du site 				
Compétences liées au poste	<table border="1" data-bbox="457 1663 1432 2081"> <thead> <tr> <th data-bbox="457 1663 949 1724">Savoirs :</th><th data-bbox="949 1663 1432 1724">Savoir-faire :</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="457 1724 949 2081"> <ul style="list-style-type: none"> - Capacité d'organisation, d'analyse, de décision et de pilotage ; - Maîtrise des techniques managériales, ouverture et dialogue avec les équipes ; - Maîtrise des techniques de </td><td data-bbox="949 1724 1432 2081"> <ul style="list-style-type: none"> - Connaissance de l'environnement professionnel et de ses enjeux ; - Connaissance des réglementations et des circulaires relatives aux dispositifs d'aides mis en œuvre ; - Maîtrise des différentes chaînes </td></tr> </tbody> </table>	Savoirs :	Savoir-faire :	<ul style="list-style-type: none"> - Capacité d'organisation, d'analyse, de décision et de pilotage ; - Maîtrise des techniques managériales, ouverture et dialogue avec les équipes ; - Maîtrise des techniques de 	<ul style="list-style-type: none"> - Connaissance de l'environnement professionnel et de ses enjeux ; - Connaissance des réglementations et des circulaires relatives aux dispositifs d'aides mis en œuvre ; - Maîtrise des différentes chaînes
Savoirs :	Savoir-faire :				
<ul style="list-style-type: none"> - Capacité d'organisation, d'analyse, de décision et de pilotage ; - Maîtrise des techniques managériales, ouverture et dialogue avec les équipes ; - Maîtrise des techniques de 	<ul style="list-style-type: none"> - Connaissance de l'environnement professionnel et de ses enjeux ; - Connaissance des réglementations et des circulaires relatives aux dispositifs d'aides mis en œuvre ; - Maîtrise des différentes chaînes 				

	<ul style="list-style-type: none"> - communication écrite et orale ; - Savoir rendre compte, déléguer et être disponible ; - Capacité à animer et fédérer les équipes autour de la mise en place d'un projet ; - Capacité d'anticipation des difficultés et d'alerte ; - Capacité à travailler en réseau, fort esprit d'équipe 	<ul style="list-style-type: none"> - de traitement des dossiers et logiciels spécifiques ; - Connaissance des principes techniques des différents types de dossiers gérés ou de l'activité
Personnes à contacter	<p><u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u></p> <p>Madame Véronique GELIS – Cheffe du service Administratif et Financier -: veronique.gelis@asp-public.fr - <u>Tél</u> : 05 55 11 57 08</p> <p><u>Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :</u></p> <p>Monsieur Nicolas LEBRAUD – DRH – Conseiller recrutement, mobilité et formation – mobilite@asp-public.fr – <u>Tél</u> : 05 55 12 00 64</p>	

CHEF DE SERVICE ADJOINT (H/F)

Service Contrôles – Bi-sites Poitiers / Limoges

<p>N° du poste : R86051</p> <p>Catégorie : A</p>	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	Groupe RIFSEEP : 3
<p>Poste vacant</p>	
<p>Présentation de l'environnement professionnel</p>	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>Avec 160 ETP titulaires et de nombreux contractuels, la DR Nouvelle-Aquitaine est implantée sur 3 sites (Bordeaux, Poitiers et Limoges) et comprend 7 services dont 4 services multi sites.</p> <p>L'encadrement du service Contrôles est composé d'un(e) chef(fe) de service basé à Poitiers et de deux adjoints (1 à Limoges et 1 à Poitiers).</p> <p>Constitué d'une équipe d'environ 30 agents permanents ainsi que d'agents en CDD, le service assure des missions de contrôle dans le domaine du paiement des aides européennes aux surfaces agricoles, aux animaux et à des aides en faveur de projets agricoles et ruraux (RDR).</p>
<p>Objectifs du poste</p>	<p>Au plan régional, l'objectif d'un traitement en tous points équitable des départements de la région, y compris ceux relevant du service de Bordeaux, font du pilotage régional, de la mutualisation des ressources, et de l'équilibre des compétences un enjeu de premier plan placé sous la supervision du directeur régional et de ses adjoints. Le titulaire du poste sera à ce titre partie prenante du CODIR contrôles en charge du pilotage de la campagne de contrôles à l'échelle de la direction régionale.</p>

	<p>Au niveau du service bi sites, le titulaire du poste basé à Poitiers appuiera le (la) chef(fe) de service dans l'atteinte des objectifs propres au service et en particulier, s'agissant d'une fusion de deux services existants, il contribuera à fédérer les équipes des deux sites mais en lien le service de Bordeaux, en recherchant l'harmonisation des pratiques et la mutualisation des ressources. Le titulaire contribuera à ce titre à l'animation d'ensemble du service dans le cadre fixé par le chef de service.</p> <p>Au niveau de l'équipe de Poitiers, le titulaire sera plus particulièrement chargé d'encadrer les agents du service sur le site de Poitiers et s'appuiera pour ce faire sur deux chefs de secteurs.</p>	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Le (la) titulaire du poste aura notamment à accomplir les tâches suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Superviser l'ensemble des secteurs d'activité du service plus particulièrement sur le site de Poitiers - Animer les équipes du service à Poitiers : définition des objectifs et des priorités, planning, animation des réunions, relevés de décision - Accompagner le changement - Veiller à la cohésion d'équipe - Participer au recrutement et à la formation des nouveaux arrivants - Accompagner le parcours professionnel des agents - Prendre part à la conduire des projets du service, au sein de la DR Nouvelle-Aquitaine et en lien étroit avec le service de Bordeaux. - Assurer le relationnel avec les partenaires internes et externes - Suivre les tableaux de bord de l'activité et des résultats du service - Participer au CODIR site de Limoges et de Poitiers (par suppléance du chef de service ou de l'adjointe de limoges) - Déplacements réguliers sur la région Nouvelle-Aquitaine principalement dans les départements affectés au site de Poitiers et disponibilité nécessaires. 	
Champ relationnel du poste	<ul style="list-style-type: none"> - Partenaires institutionnels (DDT(M), DD(CS)PP, EDE, DRAAF, DREAL, Région...) - Directions du siège de l'ASP - Autres services des contrôles au sein de la direction régionale - Autres services du site 	
Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :
	<ul style="list-style-type: none"> - Capacité d'organisation, d'analyse, de décision et de pilotage ; - Maîtrise des techniques managériales, ouverture et dialogue avec les équipes ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Connaissance de l'environnement professionnel et de ses enjeux ; - Connaissance des réglementations et des circulaires relatives aux dispositifs d'aides mis en œuvre ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Maîtrise des techniques de communication écrite et orale ; - Savoir rendre compte, déléguer et être disponible ; - Capacité à animer et fédérer les équipes autour de la mise en place d'un projet ; - Capacité d'anticipation des difficultés et d'alerte ; - Capacité à travailler en réseau, fort esprit d'équipe 	<ul style="list-style-type: none"> - Maîtrise des différentes chaînes de traitement des dossiers et logiciels spécifiques ; - Connaissance des principes techniques des différents types de dossiers gérés ou de l'activité
Personnes à contacter	<p><u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u></p> <p>Madame Véronique GELIS – Cheffe du service Administratif et Financier -: veronique.gelis@asp-public.fr - <u>Tél</u> : 05 55 11 57 08</p> <p><u>Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :</u></p> <p>Monsieur Nicolas LEBRAUD – DRH – Conseiller recrutement, mobilité et formation – mobilite@asp-public.fr – <u>Tél</u> : 05 55 12 00 64</p>	

Réf: RFT-SG –SAF-P-2021-09-RM 07

FICHE DE POSTE
Le Conservatoire du littoral recrute un(e) :

Assistant administratif (F/H)
au sein du secrétariat général
service des affaires financières à Rochefort (17)

Poste à temps complet de catégorie B ouvert en CDD de 3 ans :

- Aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat (contrat de détachement de 3 ans)
- Aux candidats non fonctionnaires déjà en CDD quasi-statut, décret n° 2016-1697 (sous condition de diplôme)
- Aux candidats non fonctionnaires ne relevant pas du quasi-statut, décret n°2016-1697 (sous condition de diplôme)

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 205 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel » correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement environ 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et à Paris, et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations, qui constituent les services déconcentrés de l'établissement, sont chargées, conformément aux orientations nationales, de mettre en œuvre la politique foncière, négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la mission de propriétaire sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

Le service des affaires financières est situé à Rochefort au sein des services centraux. Il est rattaché au secrétariat général et encadré par le responsable du service des affaires financières qui assure également la fonction d'agent comptable.

Outre le responsable, le service des affaires financières est composé de trois assistants administratifs polyvalents chargés de l'exécution des dépenses publiques (marchés publics et hors marchés).

Description des missions

En lien étroit avec le service de l'agence comptable, l'assistant administratif a pour missions principales :

- La vérification des pièces de facturation au regard des clauses contractuelles et de la réglementation publique ;
- La mise en paiement des dépenses sur le logiciel WinM9 ;
- Le suivi de l'exécution financière des marchés publics ou autres contrats ;
- Le suivi des tableaux de bord de l'activité du service ;
- L'assistance auprès des délégations et services.

La fonction pourra s'accompagner d'un rôle de coordination de l'équipe, dans un contexte de mutation des procédures liée à un changement du logiciel de gestion financière, et de consolidation en matière de gestion des marchés publics.

Profil et compétences requises

- Bonne connaissance des marchés publics ;
- Capacités d'organisation, de rigueur et de méthode ;
- Qualités relationnelles et sens du travail en équipe ;
- Maîtrise de l'outil informatique (Excel).

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

L'assistant administratif est en relation hiérarchique avec le responsable de service et en relation fonctionnelle avec les services centraux de l'établissement et les délégations de rivages.

Caractéristiques du poste

Poste de catégorie B, à temps complet ouvert pour un CDD de 3 ans :

- Aux agents fonctionnaires dans le cadre d'un détachement sur contrat de 3 ans
- Aux candidats non fonctionnaires déjà en CDD quasi-statut (sous condition de diplôme)
- Aux candidats non fonctionnaires ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme)

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir à compter du 1^{er} septembre 2021. Il est localisé à Rochefort (17)

Renseignements et dépôts des candidatures

Les dossiers de candidature : CV, lettre de motivation et dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires (l'ensemble dans un même fichier PDF) sont à déposer au plus tard le 13 juin 2021 sur le site internet du Conservatoire www.conservatoire-du-littoral.fr.

Renseignements sur le poste

Jean-François CHEVALIER, Agent comptable et responsable du service des affaires financières : 05 46 84 72 73

Emmanuelle TERNY, responsable des ressources humaines : 05 46 84 72 67

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire. En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité. Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

ADJOINT.E AU CHEF DE L'UNITÉ GRAINS ET SUCRE

Direction Marchés, Etudes et Prospective

Service Analyse économique des filières-OFPM/Unité Grains et Sucre

N° appel à candidature : 20162	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Filière d'emploi : 2 – Statistique, étude, audit, évaluation, prospective	
Poste vacant	Localisation : MONTREUIL 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex
Conditions de recrutement :	
<p>Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.</p> <p>Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.</p>	

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

La Direction Marchés, études et prospective a pour mission de recueillir, de traiter et de diffuser des informations et des analyses économiques sectorielles, de développer des approches et des outils transverses. Elle travaille en réseau avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de la pêche, de l'économie et de l'environnement, les professionnels des filières et les services territoriaux. Elle est composée de deux services : le service « Analyse économique des filières et Observatoire de la formation des prix et des marges (AEF-OFPM) », et

le service « Analyses et Fonctions Transversales et Multi-filières (AFTM) ».

Au sein du service « Analyse économique des filières et Observatoire de la formation des prix et des marges (AEF-OFPM) », l'unité « Grains et Sucre », couvre les secteurs des céréales, des oléo-protéagineux, des plantes textiles et des productions sucrières. Cette équipe de 16 agents suit la conjoncture, analyse les marchés et la concurrence pour l'ensemble de ces filières. Elle assure le pilotage et la gestion des dispositifs de recueil de données notamment à caractère réglementaire, dont les cotations, ainsi que le pilotage des enquêtes Qualité des céréales et du dispositif Céré'Obs.

Objectifs du poste

Les objectifs pour l'adjoint(e) au chef d'unité sont les suivants :

- appuyer le chef d'unité pour le pilotage et l'animation d'une équipe de 16 agents
- veiller à la pertinence, la qualité et la fiabilité des données produites et des informations de conjoncture diffusées ;
- organiser la diffusion de l'information économique notamment au travers de publications récurrentes et de présentations dans les conseils et comités spécialisés de FranceAgriMer ;
- assurer la mise en œuvre et le suivi du programme annuel d'études et coordonner leur valorisation en particulier par des publications ;
- conduire les évolutions des systèmes d'information ;
- répondre aux demandes d'information de la direction générale, des services de l'État, de l'Union européenne et des familles professionnelles.

Missions et activités principales :

- Suppléance du chef d'unité pour la gestion administrative de l'unité (appels d'offres, suivi budgétaire et financier...), l'animation et l'organisation de l'équipe d'une part, et réponse aux sollicitations en interne et en externe (notamment des tutelles) en matière de suivi de conjoncture ou exploitations et analyse de données.
- Concevoir, mettre en œuvre et gérer des outils permanents de collecte de données répondant aux obligations européennes et aux besoins des pouvoirs publics français et des filières spécialisées
- Collecter, analyser et diffuser des données (quantitatives ou qualitatives) relatives aux marchés des grains et du sucre ;
- Assurer la communication et diffusion des analyse ou études produites par l'unité Grains et sucre vers tous les partenaires administratifs et professionnels, vers la presse ainsi qu'au grand public ;
- Suivi des relations avec l'Autorité des Marchés Financiers
- Identification des nouveaux besoins, relatifs particulièrement aux systèmes d'informations (notamment évolution des états statistiques céréales et oléoprotéagineux, dématérialisation des enquêtes et refonte du site Céré'Obs)
- Participation aux actions de coopération internationale et de formation des personnels de l'État et des étudiants sur les sujets du ressort de l'unité

Relations fonctionnelles du poste :

FranceAgriMer Siège, Services territoriaux (correspondants cotations, Estiprev et enquêtes, réseau des nouvelles des marchés, chefs de SRIS...), services du Ministère chargé de l'agriculture (DGPE, SSP...), et des Ministères chargés de l'économie et des finances (DG Trésor), structures professionnelles et interprofessionnelles, instituts techniques, prestataires externes, chercheurs et universitaires, Institutions européennes.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Maîtrise
<ul style="list-style-type: none"> - Connaissance de l'environnement économique et professionnel des filières agricoles - Compétences en économie agricole - Compétences agronomiques - Connaissance de la réglementation (nationale et européenne) - Connaissance des filières des grandes cultures 	<ul style="list-style-type: none"> - Capacités managériales - - Aptitudes à la communication écrite et orale - Maîtrise des techniques de l'analyse de conjoncture - Maîtrise des techniques d'enquêtes et de traitements de l'information - Maîtrise des outils bureautiques - Maîtrise de logiciels de statistiques (R, SAS) - Maîtrise de l'anglais lu, écrit et parlé

Contraintes du poste :		
Disponibilité pour la préparation des conseils spécialisés Grandes cultures chaque mois		
Poste clé¹ :	Oui	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Poste à caractère sensible² :	Oui	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Poste à priviléges³ :	Oui	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Personnes à contacter		
Marc ZRIBI, chef de l'unité Grains et Sucre – marc.zribi@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 14		
Philippe PAQUOTTE, chef du service AEF-OFPM – philippe.paquette@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 24 74		
Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement- Mobilite@franceagrimer.fr Tél 01.73.30.22.35		
Conditions de travail		
FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.		
<p>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.</p> <p>Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.</p>		
DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 20/06/2021		
Le dossier de candidature doit comporter :		
<ul style="list-style-type: none"> - Une lettre de motivation, - Un curriculum-Vitae, - Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon. 		

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à priviléges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé-e de mission pôle « Réglementation, certification des comptes et contrôles externes »

Secrétariat général / Juridique et coordination communautaire / Coordination et Expertise européennes

N° appel à candidature : 20197	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : 4 si corps des attachés d'administration

Filière d'emploi : 20 - Affaires juridiques

Poste vacant Prise de fonction souhaitée dès que possible	Localisation : MONTREUIL 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex
---	---

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et organisme intermédiaire dans le cadre du Fonds européen aux affaires maritimes et de la pêche (FEAMP) et Fonds européens d'aide aux plus démunis (FEAD).

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,

- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Le Service Juridique et Coordination Communautaire exerce une mission générale de veille règlementaire, de sécurité juridique, de conseil, de coordination des contrôles externes et des suites qui leur sont données. Au sein de ce service, l'unité Coordination et Expertise européennes (U_CEE) pilote pour l'Etablissement les missions d'audit diligentées par les corps de contrôles externes ; apporte son expertise à l'égard de toutes les directions de l'Etablissement et de l'agence comptable dans la mise œuvre de la règlementation européenne relative aux aides agricoles et assure le suivi des travaux de certification des comptes.

L'U_CEE est composée de 2 pôles :

- Déclarations réglementaires et suivi des créances
- Règlementation, Certification des comptes et contrôles externes

Le pôle « Règlementation, Certification des comptes et contrôles externes » a pour fonctions d'assurer le suivi des travaux de certification des comptes de l'Etablissement effectués dans le cadre des dispositions du règlement (UE) n°1306/2013 qui s'imposent à un organisme payeur du FEAGA ; la coordination des contrôles externes (FEAGA, FEAMP et FEAD) ainsi que la veille règlementaire et jurisprudentielle.

Objectifs du poste

- Coordonner et suivre les audits européens et nationaux effectués dans le cadre du FEAMP et du FEAD
- Assurer la représentation de l'Etablissement dans le cadre du réseau des référents aides d'Etat/de minimis mis en place par le MAA.
- Assurer la relecture des décisions de gestion pour la mise en œuvre des dispositifs d'aide financés sur fonds nationaux en collaboration avec l'unité des affaires juridiques
- Répondre aux demandes d'interprétation règlementaire

Missions et activités principales :

- Assurer la diffusion et la mise à disposition des dossiers sélectionnés dans le cadre des audits
- Rassembler la documentation pertinente dans le domaine d'activité
- Coordonner l'élaboration des réponses aux observations formulées dans le cadre des enquêtes
- Participer aux réunions d'ouverture et de clôture des enquêtes ainsi qu'aux réunions de travail
- Renseigner les tableaux de suivi ou de synthèse des enquêtes
- Mettre à jour les référentiels relatifs au FEAD et au FEAMP
- Réaliser et tenir à jour le référentiel règlementaire des aides nationales relevant du secteur agricole et de la pêche
- Coordonner et piloter les travaux d'élaboration du rapport annuel sur les aides d'Etat en lien avec les services concernés de FranceAgriMer et le MAA et en binôme avec un autre agent du pôle créance de l'unité
- Diffuser l'information pertinente au sein de FranceAgrimer s'agissant des aides d'Etat/de minimis
- Valider la conformité des décisions de mise en place des dispositifs d'aide national au regard des régimes d'aides d'Etat
- Rédiger des notes d'analyse, fiches de synthèse, procédures et comptes rendus dans le domaine d'activité

Relations fonctionnelles du poste :

En interne : tous les services de l'Etablissement (Direction générale, Secrétariat général, Direction des Interventions, Agence comptable, Mission Audit interne, Service du Contrôle Interne...)

En externe : Commission européenne (DG MARE, DG Emploi), Direction des pêches et des affaires maritimes (DPMA)

du MAA, Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) du Ministère des solidarités et de la santé, Cour des comptes françaises, Cour des comptes de l'Union européenne, Commission Interministérielle de coordination des contrôles (CICC – Ministère des Finances)

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Expérience en matière de pilotage de dossier et /ou de coordination et/ou de gestion des aides
- Connaissances de la réglementation européenne matière de Fonds européen
- Capacité à expertiser et analyser des textes réglementaires
- Notions en matière d'audit

Savoir-faire / Maîtrise

- Autonomie, rigueur organisationnelle et réactivité
- Capacité d'initiative et d'adaptation
- Capacité à piloter
- Respect des délais et échéances
- Capacité à remonter et à rendre compte des difficultés rencontrées
- Sens des relations humaines et aisance dans la communication
- Maîtrise des logiciels bureautiques usuels "

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 expérience dans secteur public souhaitée

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé¹: Oui Non

Poste à caractère sensible²: Oui Non

Poste à priviléges³: Oui Non

Personnes à contacter

Benjamin THYWISSEN, chef du service juridique et de coordination communautaire,
benjamin.thywissen@franceagrimer.fr – Tél : 01.73.30.31.80

Laura SAUVAIN HOVNANIAN, cheffe de l'unité Coordination et Expertise européennes
laura.sauvain-hovnanian@franceagrimer.fr – Tél : 01.73.30.20.09

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilité@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à priviléges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 06/06/2021

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Responsable du pôle Plan de relance – volet Filières

Direction des Interventions / Service Aides nationales, appui aux entreprises et à l'innovation /
Unité Entreprises et filières

N° appel à candidature : 20204	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant – prise de fonction au 01/10/2021	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

Au sein de la direction des interventions et du service des aides nationales, appui aux entreprises et à l'innovation, l'unité entreprises et filières, composée de 9 agents, met en œuvre les aides en faveur des entreprises de l'aval des différentes filières agroalimentaires. Ces aides concernent surtout des actions d'innovation dans le domaine de l'alimentation et un dispositif structurel visant à apporter des garanties bancaires aux collecteurs de céréales.

L'unité est notamment en charge de la mise en œuvre d'actions du volet agricole du plan de relance au travers des appels à projets « Structuration des filières agricoles et agroalimentaires », « Structuration des filières protéines végétales », « Modernisation des abattoirs » et « Aide aux organisations de producteurs (OP) et aux associations d'OP (AOP) ».

Elle gère également les procédures de cautionnement de financement d'entreprises agroalimentaires du secteur des céréales ainsi que le financement de l'équarrissage public. Enfin elle est en charge du suivi et de l'évaluation des aides engagées en faveur des entreprises dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA 2 et Concours d'Innovation).

L'unité est organisée en 4 pôles : entreprises et équarrissage, Plan de relance filières, Aval céréales, PIA2 et plans aux entreprises FAM.

Objectifs du poste

Le titulaire du poste définit et met en œuvre les actions présentées dans le cadre du plan de relance volet filières (agricoles et agroalimentaires et protéines végétales). Il est également binôme du responsable de pôle aval céréales.

Il suit et accompagne les projets présentés par les entreprises du secteur agroalimentaire dans le cadre des appels à projets du plan de relance. Il collabore aussi à l'instruction des projets du PIA et du grand plan d'investissement (GPI) concernant FranceAgriMer, ainsi que les autres dispositifs d'aides nationales aux entreprises mis en œuvre par l'établissement. Il a également vocation à constituer une source d'expertise sur les domaines et les filières suivis.

Missions et activités principales :

- Préparer, en liaison avec les services du Ministère, les dispositifs d'aides du volet Filières du plan de relance, les mettre en œuvre et les coordonner
- En binôme avec le responsable de pôle, assurer le suivi du dispositif aval céréales
- Instruire les dossiers de demande d'aide du plan de relance, du GPI, du PIA et des autres dispositifs d'aides aux entreprises
- Animer et encadrer l'équipe du pôle filières
- Suivre et accompagner les projets (conventions, engagements, préparation des auditions avec les porteurs de projets, liquidations des aides)
- Réaliser des diagnostics financiers d'entreprises
- Suivre les indicateurs de gestion et de paiement des aides
- Répondre aux missions de contrôles internes et externes

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : direction « marchés, études, prospective », mission filières, agence comptable, services informatiques
- Entreprises des filières agricoles et agroalimentaires
- Ministère de l'agriculture et de l'alimentation et ses services déconcentrés
- Secrétariat général pour l'investissement
- ADEME, Bpifrance
- MTES, MEIN, MESRI

<ul style="list-style-type: none"> - Corps de contrôle externes 	
Compétences requises pour le poste :	
<p>Savoirs / Connaissances</p> <ul style="list-style-type: none"> - Connaissance des grands principes du droit européen (notamment aides d'Etat) - Connaissance des filières agricoles et agroalimentaires - Compétence souhaitée en analyse financière 	<p>Savoir-faire / Maîtrise</p> <ul style="list-style-type: none"> - Travail en équipe - Capacité d'analyse et de synthèse - Maîtrise des outils bureautiques - Conduite de projet et travail en équipe - Esprit de synthèse - Capacité à respecter les délais
Diplôme – Expérience professionnelle	
<p>Minimum bac+ 3 et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste</p>	
Contraintes du poste :	
<p>Pas de contrainte particulière</p>	
Poste clé¹ :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Poste à caractère sensible² :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Poste à priviléges³ :	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Personnes à contacter	
<p>Frédéric DOUEL, chef du service aides nationales, appui aux entreprises et à l'innovation ☎ : 01 73 30 30 60 ✉ : frederic.douel@franceagrimer.fr</p>	
<p>Florence POINSSOT, cheffe de l'unité entreprises et filières ☎ : 01 73 30 31 34 ✉ : florence.poinssot@franceagrimer.fr</p>	
<p>Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement Mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35</p>	
Conditions de travail	
<p>FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.</p>	
<p>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.</p>	
DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 17/06/2021	
<p>Le dossier de candidature doit comporter :</p>	

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à priviléges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.



Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) d'études économiques marchés internationaux des céréales

Direction Marchés, études et prospective/Service AEF et OFPM/Unité Grains et Sucre

N° appel à candidature : 20202	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 4.1 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Poste susceptible d'être vacant	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

La Direction Marchés, études et prospective (MEP) a pour mission de recueillir, de traiter et de diffuser des informations et des analyses économiques sectorielles, de développer des approches et des outils transverses. Elle travaille en réseau avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de la pêche, de l'économie et de l'environnement, les professionnels des filières et les services territoriaux.

Au sein du service chargé de l'information des partenaires de l'établissement - professionnels et pouvoirs publics (France, UE) -, en ce qui concerne les évolutions des marchés et de l'économie des filières agricoles au plan national, européen et international, l'unité « Grains et Sucre » couvre les secteurs des céréales, des oléoprotéagineux, des plantes textiles et des productions sucrières. Elle suit la conjoncture, analyse les marchés et la concurrence pour l'ensemble de ces filières et assure, en vue de les valoriser, le pilotage et la gestion des dispositifs de collecte de données, notamment les états déclaratifs grandes cultures, les cotations. Elle pilote les enquêtes sur la qualité des céréales et le programme CéréObs d'observation de l'état des cultures.

Objectifs du poste

Traiter, analyser et valoriser les données relatives aux marchés mondiaux des céréales et à leur environnement économique.

Missions et activités principales :

- Conception et coordination de la mutualisation du suivi des indicateurs économiques transverses (parités des monnaies, prix du pétrole, du fret, de l'éthanol, des fertilisants...) pour les filières du ressort de l'unité.
- Collecte, mise en forme et valorisation de données économiques liées aux marchés mondiaux des céréales.
- Élaboration de cotations liées aux grandes cultures françaises.
- Suivi du contexte économique et des politiques publiques internationales.
- Contribution à une revue de presse électronique orientée marchés.
- Réponses aux demandes d'informations (media, Administrations, etc.).
- Élaboration de documents (présentations Powerpoint, notes de synthèse, etc.) sur la situation des marchés internationaux des céréales.
- Présentations orales de la situation des marchés des céréales.
- Représentation dans des instances nationales et internationales (Conseil international des céréales, USDA, etc.).

Relations fonctionnelles du poste

Internes : MEP, MAA/DGPE/BGC

Externes : professionnels, à l'International (Conseil international des céréales, USDA, etc.)

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissances en analyse économique
- Économie du secteur des grandes cultures, notamment au plan international
- Très bonne connaissance de l'anglais « lu » et bonne connaissance de l'anglais « écrit » et « parlé » pour exploiter l'information disponible sur les marchés.
- Connaissances agronomiques

Savoir-faire / Maîtrise

- Outils bureautiques (Suite Office).
- Qualités d'analyse et de synthèse
- Qualités rédactionnelles

Diplôme – Expérience professionnelle

Formation de type Agroéconomiste et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

Conseil spécialisé Grandes Cultures – Marchés Céréaliers (en général le second mercredi de chaque mois sauf en août)

Poste clé¹ :	Oui	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Poste à caractère sensible² :	Oui	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Poste à priviléges³ :	Oui	Non <input checked="" type="checkbox"/>

Personnes à contacter

Marc ZRIBI, chef de l'unité Grains et Sucre – marc.zribi@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 14 ou
 Marion DUVAL, responsable adjointe unité Grains et Sucre – marion.duval@franceagrimer.fr – Tél : 01 73 30 25 71
 Philippe PAQUOTTE, chef du service AEF-OFPM – philippe.paquette@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 24 74

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement Mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à priviléges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 17/06/2021

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef de projet CÉRÉ'OBS

Direction Marchés, études et prospective/Service AEF et OFPM/Unité Grains et Sucre

N° appel à candidature : 20201	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Poste susceptible d'être vacant	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

La Direction Marchés, études et prospective (MEP) a pour mission de recueillir, de traiter et de diffuser des informations et des analyses économiques sectorielles, de développer des approches et des outils transverses. Elle travaille en réseau avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de la pêche, de l'économie et de l'environnement, les professionnels des filières et les services territoriaux.

Au sein du service chargé de l'information des partenaires de l'établissement - professionnels et pouvoirs publics (France, UE) -, en ce qui concerne les évolutions des marchés et de l'économie des filières agricoles au plan national, européen et international, l'unité « Grains et Sucre » couvre les secteurs des céréales, des oléoprotéagineux, des plantes textiles et des productions sucrières. Elle suit la conjoncture, analyse les marchés et la concurrence pour l'ensemble de ces filières et assure, en vue de les valoriser, le pilotage et la gestion des dispositifs de collecte de données, notamment les états déclaratifs grandes cultures, les cotations. Elle pilote les enquêtes sur la qualité des céréales et le programme CéréObs de suivi de l'état des cultures

(<https://cereobs.franceagrimer.fr>)

Objectifs du poste

Assurer le pilotage du programme de notation des céréales Céré'Obs et à ce titre, gérer, animer et valoriser le programme sous toutes ses dimensions

Missions et activités principales :

Le(La) responsable du programme Céré'Obs assure:

- Le pilotage opérationnel et budgétaire du programme
- L'interface opérationnelle avec les régions, notamment animation du réseau de notateurs et de référents
- L'élaboration des conventions avec les partenaires (chambres d'agriculture, ARVALIS) et le suivi budgétaire
- La MOA pour la maintenance et les évolutions de l'application informatique
- La validation hebdomadaire et contrôle qualité des données
- Le traitement de l'information et publication hebdomadaire
- La valorisation des résultats, diffusion et communication, le suivi de l'audience
- Relations avec les partenaires UE pour le suivi des cultures (JRC MARS, MED AMIN, GEOGLAM)
- Les missions sont assurées en binôme avec un(une) apprenti(e).

Relations fonctionnelles du poste :

Chambres d'Agriculture, APCA, Arvalis-Institut du Végétal, DRAAF (SRISE et Services Territoriaux de FranceAgriMer), professionnels de la filière céréalière International : JRC-MARS - FAO/MED AMIN.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance en agronomie
- Compétences en traitement de l'information
- Connaissances en statistiques descriptives
- Anglais professionnel

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtriser les outils bureautiques (Suite Office)
- Coordination et animation de réseau
- Maîtriser les techniques de communication écrite et orale
- Conduite de projets informatiques (MOA, maintenance)

Diplôme – Expérience professionnelle

Formation agronomique supérieure et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

Publication hebdomadaire du rapport le vendredi matin

Poste clé¹ :	Oui	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Poste à caractère sensible² :	Oui	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Poste à priviléges³ :	Oui	Non <input checked="" type="checkbox"/>

Personnes à contacter

Marc ZRIBI, chef de l'unité Grains et Sucre – marc.zribi@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 14 ou
 Marion DUVAL, Responsable adjointe unité Grains et Sucre – marion.duval@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 25 71
 Philippe PAQUOTTE, chef du service AEF-OFPM – philippe.paquette@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 24 74

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement Mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à priviléges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 17/06/2021

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire. En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité. Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef(fe) de l'unité élevage

Direction Marchés, études et prospective- Service Analyse économique des filières et OFPM - Unité Élevage

N° appel à candidature : 20191	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 2	Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des attachés d'administration 2 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement
Filière d'emploi : 2 – Statistique, étude, audit, évaluation, prospective	
Poste vacant	Localisation : MONTREUIL 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

La Direction Marchés, études et prospective a pour mission de recueillir, de traiter et de diffuser des informations et des analyses économiques sectorielles, de développer des approches et des outils transverses. Elle travaille en réseau avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de la pêche, de l'économie et de l'environnement, les professionnels des filières et les services territoriaux. Au sein du service Analyse économique des filières et Observatoire de la formation des prix et des marges (OFPM), l'unité Élevage regroupe 11 personnes, chargées du pilotage et de la gestion des dispositifs de recueil de données économiques

(enquêtes laitières, cotations viandes), du suivi de la conjoncture et de l'analyse des marchés sur l'ensemble des filières animales terrestres et de la conduite d'études économiques spécialisées sur les secteurs des productions animales (lait et viandes).

Objectifs du poste

Concevoir le dispositif de production, de traitement d'analyse et de diffusion d'informations économiques, et piloter les opérations correspondantes pour répondre aux besoins en matière de connaissance des marchés et des filières d'élevage au service des acteurs publics comme professionnels

Missions et activités principales :

- Assurer le management de l'équipe et la gestion administrative de l'unité (appels d'offres, suivi budgétaire et financier...) et le management de l'équipe;
- Concevoir, mettre en œuvre et gérer des outils permanents de collecte de données et d'informations de conjoncture répondant aux obligations UE, aux attentes des pouvoirs publics et des filières de l'élevage ;
- Organiser le suivi régulier de la conjoncture et sa diffusion dans les instances internes et vers les partenaires de l'établissement. Répondre dans ce domaine aux sollicitations des tutelles ;
- Préparer et mettre en œuvre le programme annuel d'études sur les filières suivies et en assurer sa valorisation ;
- Organiser la continuité de service de l'unité sur tous les dossiers avec délai incompressible (en particulier enquêtes et cotations) ;
- Participer à l'amélioration continue du service rendu (synergie service direction - ministère, évolution des dispositifs et des systèmes d'information...) ;
- Assurer la communication vers tous les partenaires administratifs, professionnels et vers la presse (instances internes telles que services comités...) ;
- Assurer la participation de l'unité aux travaux de l'Observatoire de la formation des prix et des marges ;
- Participer selon la demande aux actions de coopération internationale et de formation des personnels de l'Etat et des étudiants sur les sujets du ressort de l'Unité.

Relations fonctionnelles du poste :

FranceAgriMer Siège, Services territoriaux (correspondants cotations et contrôles, chefs de SRISE...), services du MM (DGPE, DGAL, SSP...), autres établissements publics (ASP...), structures professionnelles et interprofessionnelles, instituts techniques, prestataires externes

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Maîtrise
<ul style="list-style-type: none"> - Connaissances de l'environnement économique et professionnel des filières agricoles - Compétences en économie agricole - Compétences agronomiques - Connaissances de la réglementation (nationale et européenne) - Connaissance des filières d'élevage 	<ul style="list-style-type: none"> - Capacités managériales - Maîtrise des outils bureautiques et statistiques - Aptitudes à la communication écrite et orale - Maîtrise des techniques de l'analyse de conjoncture - Maîtrise des techniques d'enquêtes et de traitement de l'information.

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé¹ :	Oui	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Poste à caractère sensible² :	Oui	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Poste à priviléges³ :	Oui	Non <input checked="" type="checkbox"/>

Personnes à contacter

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à priviléges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Philippe Paquette, chef du service Analyse économique des filières et OFPM,
philippe.paquotte@franceagrimer.fr – Tel : 01 73 30 24 74

Pierre Clauquin, directeur marchés, études, prospective
pierre.claquin@franceagrimer.fr – Tel : 01 73 30 25 78

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilité@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 20/6/2021

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Adjoint Unité Grandes Cultures

DRAAF Nouvelle-Aquitaine - Service FranceAgriMer
15, rue Arthur Ranc - CS 40537 - 86020 POITIERS CEDEX

N° appel à candidature : 20198	Catégorie : A ou B
Cotation parcours professionnel : 1 si catégorie A SO si catégorie B	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 4.1 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat Groupe 1 si corps des TSMA Groupe 1 si corps des SA
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant Prise de poste dès que possible	Localisation : POITIERS (86)
Conditions de recrutement :	

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au

développement des filières à l'international ;

- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

Au sein du service FranceAgriMer de la DRAAF Nouvelle-Aquitaine, l'unité « Grandes cultures » basée à Poitiers assure la gestion de dispositifs spécifiques aux grandes cultures (mesure Aval), la collecte et le traitement des données statistiques, le suivi des opérateurs économiques de la filière, la gestion administrative des enquêtes, le suivi des marchés et l'animation des filières (rencontre régionale annuelle et comités régionaux céréales, Céré'Obs, visiostockage, estiprev...). Cette unité a vocation à élargir ponctuellement son champ de compétences aux missions de l'établissement en lien avec le secteur de l'élevage.

Objectifs du poste

Assurer, sous l'autorité hiérarchique du chef de service ou son adjoint, et en lien avec le chef d'Unité, l'instruction et le suivi des dossiers techniques et administratifs relatifs aux missions de l'établissement dans le domaine des grandes cultures voire de l'élevage qui portent notamment sur :

- la gestion de la mesure Aval et de ses composantes (préparation de la campagne, analyse financière, billetterie, suivi des organismes jugés sensibles...)
- le suivi des opérateurs économiques et de leurs déclarations réglementaires ;
- l'analyse et la valorisation des données statistiques des organismes de collecte, des meuniers et fabricants d'aliments du bétail ;
- la mise en œuvre et le suivi de dispositifs en lien avec le secteur de l'élevage.

Missions et activités principales :

- Organiser, réaliser et superviser les enregistrements des dossiers d'Aval ;
- Analyser les situations économiques et financières des organismes à avaliser ;
- Appliquer les décisions et obligations liées à l'Aval ;
- Participer à l'élaboration des prévisions de collecte ;
- Accompagner les organismes économiques dans leurs obligations de déclaration ;
- Organiser le suivi de séries permettant de comprendre l'activité des filières régionales ;
- Réaliser des supports documentaires pour animer les réunions des instances régionales ;
- Assurer le suivi de la réglementation et des procédures en relation avec les services du siège puis leur diffusion ;
- Contribuer au suivi des tableaux de bord en relation avec le chef de service ou son adjoint et le chef d'unité ;
- Contribuer à la rédaction de notes de synthèse, courriers, expertises
- Encadrement des agents de l'unité

Relations fonctionnelles du poste :

- Opérateurs économiques dans le secteur des grandes cultures et de l'élevage ;
- Organismes bancaires ;
- Equipes des unités métiers du siège de FranceAgriMer ;
- Chefs des unités du service et des autres services de la DRAAF ;
- Représentants des différentes organisations professionnelles et institutionnelles de la région.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance des politiques agricoles, des réglementations nationales et communautaires ;

Savoir-faire / Maîtrise

- Capacité managériale

<ul style="list-style-type: none"> Connaissance de la filière des Grandes cultures et des filières d'élevage, de leur économie et du fonctionnement des marchés ; Connaissances scientifiques et techniques dans le secteur des Grandes cultures et de l'élevage ; Connaissances approfondies en analyse comptable et financière. 	<ul style="list-style-type: none"> Maîtrise des procédures nationales et communautaires dans le domaine agricole ; Maîtrise des applications spécifiques ; Maîtrise des techniques de communication écrite et orale et de management ; Autonomie, adaptabilité et réactivité ; Aptitude au dialogue et à la négociation ; Esprit d'analyse et de synthèse.
--	--

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3

Contraintes du poste :

Pas de contrainte particulière

Poste clé¹ : Oui Non X

Poste à caractère sensible² : Oui X Non

Poste à priviléges³ : Oui Non X

Personnes à contacter

Hervé LEGER, Adjoint Chef du service FranceAgriMer Nouvelle-Aquitaine herve.leger@franceagrimer.fr – Tel : 05 49 03 11 39

Valérie LAPLACE, Chef du service FranceAgriMer Nouvelle-Aquitaine
valerie.laplace@franceagrimer.fr – Tel : 05 35 31 40 20

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
Mobilité@franceagrimer.fr - Tél : 01.73.30.22.35

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 10/06/2021

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à priviléges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Pôle « Label rouge »
Responsable du Pôle (F/H)

<p>N° du poste : Catégorie : A ou A + (fonctionnaire ou statut unifié)</p>	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 3	Cotation part fonction PFR : Groupes RIFSEEP : 1
<p>Poste vacant à compter du 1^{er} septembre 2021</p>	
<p>Date limite de candidature : 4 juin 2020</p>	
Présentation de l'environnement professionnel	L'INAO est un établissement public chargé de mettre en œuvre la politique française sur les produits sous Signes officiels d'Identification de la Qualité et de l'Origine (SIQO). Ses principales missions portent sur, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG) ; la promotion des concepts SIQO, ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de production des produits sous SIQO.
Objectifs du poste	Les responsables de pôles « Filières » sont les experts de référence de leurs filières et sont chargés de l'organisation, du fonctionnement et de l'accomplissement des missions du pôle « Filières » dont ils ont la charge. Le pôle « Label rouge » est composé de : 5 ingénieurs ,1 technicien et d'un secrétariat commun aux pôles « Filières ». Ils sont les interlocuteurs nationaux des professionnels et des administrations dans leur secteur. Ils sont les partenaires des Présidents et des membres des comités nationaux. Ils préparent, sous l'autorité de la direction, les séances de ces comités et d'autres réunions sectorielles.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Pour le secteur des labels rouges, le responsable de pôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - assiste la direction dans l'élaboration de la politique des signes officiels de l'origine et de la qualité, et particulièrement du Label Rouge. Il participe à la définition de ses modalités de gestion et de reconnaissance ; il contribue également à l'évolution et à la modernisation du Label Rouge ; - veille à la cohérence de l'instruction des dossiers de demandes de reconnaissance ou de modifications des cahiers des charges label rouge au regard de la réglementation en vigueur et des orientations définies par le comité national des indications géographiques protégées, labels rouges et spécialités traditionnelles garanties ; - prépare les travaux du comité national et veille à la mise en œuvre de ses décisions en relation avec les délégations territoriales de l'Institut et les administrations concernées ; - assure une veille et expertise technique et réglementaire sur l'ensemble des décisions et orientations prises par le comité national. Il synthétise l'information recueillie, en assure la diffusion et veille à son appropriation par les services des délégations territoriales de l'Institut ; - participe à l'évolution des procédures et des outils mobilisés pour l'exercice de ses missions ; - participe au comité de direction qui regroupe les cadres de l'établissement, s'implique dans les questions générales concernant la politique des SIQO l'organisation et le fonctionnement des équipes.
Champ relationnel du poste	Contacts réguliers avec les administrations, les services transverses et les délégations territoriales de l'INAO, les organisations professionnelles et les professionnels membres du comité national des indications géographiques protégées, labels rouges et spécialités traditionnelles garanties.

Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :
	<ul style="list-style-type: none"> - Connaissance de l'environnement institutionnel et professionnel, de la législation et de la réglementation relatives au domaine de compétence du pôle, des missions et du fonctionnement de l'INAO, des signes d'identification de la qualité et de l'origine. - Connaissances des produits agro-alimentaires et des produits agricoles. 	<ul style="list-style-type: none"> - Capacités d'autonomie, de proposition et d'innovation ; - Capacités d'adaptation et d'initiative ; - Aptitude à l'échange et à la conciliation avec les professionnels - Expression orale et écrite ; - Pilotage de projets ; - Capacités d'analyse et de synthèse ; - Capacités de travail en équipe ; - Capacités de représentation ; - Discrétion et respect de la confidentialité ;
Personnes à contacter	<p>Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel, doivent être adressés à la Secrétaire générale de l'INAO : Mme. Patricia CARISTAN Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : p.caristan@inao.gouv.fr</p>	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)
Délégation territoriale Ouest
6 rue Fresnel
14000 CAEN

Technicien(ne) territorial(e)

N° du poste :					
Catégorie : B (fonctionnaire ou statut unifié)					
Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) :	Groupes RIFSEEP : 2 cotation part fonction PFR :				
Poste vacant					
Date limite de candidature : 4 juin 2021					
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'INAO est un établissement public chargé de mettre en œuvre la politique française sur les produits sous signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité (SIQO). Ses principales missions sont, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG), la promotion de leurs concepts, ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions.</p> <p>La délégation territoriale (DT) Ouest intervient sur environ 140 signes de qualité (filières cidres et eaux-de-vie cidrioles, rhums, produits de la mer et de l'aquaculture, produits laitiers et agro-alimentaires) localisés dans les régions Bretagne et Normandie, ainsi que sur la filière agriculture biologique de ces territoires. Les productions sous signes de qualité des territoires ultra-marins de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane sont également suivies depuis le site de Caen. La DT Ouest est composée de 14 agents implantés sur 2 sites : Caen et Nantes.</p>				
Objectifs du poste	Participer à la réalisation des missions de l'INAO sur des projets dont la délégation a la responsabilité en apportant un appui technique pour les travaux relatifs aux conditions de production, à la délimitation et aux contrôles.				
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Sous l'autorité du délégué territorial, l'agent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - contribue au suivi des organismes de défense et de gestion (ODG) et à la protection des SIQO, et assure le suivi des échanges avec les professionnels (participation aux AG statutaires, aux réunions avec les ODG et les organismes de contrôle) ; - participe aux travaux techniques menés par les équipes projets en charge de l'instruction des demandes de reconnaissance ou de modification des cahiers des charges des produits sous SIQO ; - instruit, sous la supervision d'un ingénieur territorial, les demandes d'approbation des plans de contrôle et de leurs modifications ; - contribue aux travaux de délimitation et de protection du foncier des SIQO (identification des parcelles en production, avis sur les projets, participation aux travaux préparatoires des CDPENAF, etc.) ; - Pourra à terme, et s'il le souhaite, s'inscrire en tant qu'évaluateur technique et réaliser l'évaluation technique des organismes de contrôle agréés par l'INAO en charge du contrôle des SIQO sur le territoire national. 				
Champ relationnel du poste	Agents de la délégation territoriale et services nationaux de l'INAO, administrations régionales et départementales, organisations professionnelles. Déplacements réguliers principalement sur la Normandie et ponctuellement en Bretagne.				
Compétences liées au poste	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Savoirs :</th> <th>Savoir-faire :</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td> <ul style="list-style-type: none"> - Connaissances de la réglementation et des différents signes de qualité, - Connaissance de l'environnement institutionnel et professionnel, - Maîtrise des outils bureautiques, - Connaissances techniques en agronomie et/ou en arboriculture et/ou en œnologie ou élaboration des boissons spiritueuses. </td><td> <ul style="list-style-type: none"> - Capacités d'analyse et d'expertise technique, - Sens de la communication et du contact - Travail en équipe, - Travail sur le terrain, -aisance rédactionnelle, - Expression orale, - Autonomie. </td></tr> </tbody> </table>	Savoirs :	Savoir-faire :	<ul style="list-style-type: none"> - Connaissances de la réglementation et des différents signes de qualité, - Connaissance de l'environnement institutionnel et professionnel, - Maîtrise des outils bureautiques, - Connaissances techniques en agronomie et/ou en arboriculture et/ou en œnologie ou élaboration des boissons spiritueuses. 	<ul style="list-style-type: none"> - Capacités d'analyse et d'expertise technique, - Sens de la communication et du contact - Travail en équipe, - Travail sur le terrain, -aisance rédactionnelle, - Expression orale, - Autonomie.
Savoirs :	Savoir-faire :				
<ul style="list-style-type: none"> - Connaissances de la réglementation et des différents signes de qualité, - Connaissance de l'environnement institutionnel et professionnel, - Maîtrise des outils bureautiques, - Connaissances techniques en agronomie et/ou en arboriculture et/ou en œnologie ou élaboration des boissons spiritueuses. 	<ul style="list-style-type: none"> - Capacités d'analyse et d'expertise technique, - Sens de la communication et du contact - Travail en équipe, - Travail sur le terrain, -aisance rédactionnelle, - Expression orale, - Autonomie. 				

	<i>Un parcours adapté de formation « prise de poste » est proposé à l'agent à son arrivée</i>	
Personnes à contacter	<p>Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel, doivent être adressées à la Secrétaire générale de l'INAO : Mme Patricia CARISTAN Tél. : 01 73 30 38 02 - Courriel : p.caristan@inao.gouv.fr</p> <p>Informations sur le poste : Mme Laurence GUILLARD - Déléguée territoriale Tel. : 02 40 35 82 34 - Courriel : l.guillard@inao.gouv.fr</p>	

Chargé(e) de missions technique et réglementaire

N° du poste :		
Catégorie : A (fonctionnaire ou statut unifié)		
Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) : 1	Cotation part fonction PFR : Groupes RIFSEEP : 4	
Poste vacant à compter du 1^{er} septembre 2021		
Date limite de candidature : 4 juin 2021		
Présentation de l'environnement professionnel	L'INAO est un établissement public chargé de mettre en œuvre la politique française sur les produits sous signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité (SIQO). Ses principales missions sont, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG), la promotion de leurs concepts, ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions.	
Objectifs du poste	<p>L'INAO est chargé de gérer le dispositif de contrôles européen et national des cahiers des charges des produits sous signe d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO). Le Service Contrôles a pour mission l'organisation générale de ce dispositif. Il encadre l'ensemble des organismes de contrôles, assure directement la fonction de contrôle de second niveau et remplit les obligations d'informations sur les contrôles auprès de la Commission européenne.</p> <p>Il assure l'appui et l'expertise en matière de contrôles auprès des agents de l'INAO. Il est l'interlocuteur des différentes administrations sur les sujets contrôles des SIQO.</p> <p>Au sein de ce service, le chargé de missions techniques et réglementaires assure, au sein d'une équipe de 9 personnes et en collaboration avec elles, diverses missions prévues dans la réglementation relatives aux contrôles des SIQO, ainsi que les fonctions d'agrément et d'évaluation des organismes de contrôles, d'habilitation des laboratoires, d'approbation des plans de contrôle et d'inspection, d'habilitation des opérateurs, de contrôle du respect du cahier des charges, de Secrétariat du Conseil des agréments et contrôles (CAC) et de suivi des procédures. Il est plus particulièrement en charge des questions relatives à l'évaluation des organismes de contrôle et de l'habilitation des laboratoires.</p>	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Sous l'autorité de son supérieur hiérarchique, l'agent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Supervise les projets de plans de contrôle et d'inspection. - Participe aux équipes projet chargées notamment d'organiser le volet contrôles des cahiers des charges. - Finalise des dossiers présentés à la validation du CAC ou du directeur. - Supervise les organismes de contrôles et appuie l'équipe chargée d'évaluation technique de ces derniers dans le cadre de leur agrément. - Participe aux travaux de gestion / harmonisation des procédures de contrôle - Participe aux travaux relatifs à l'habilitation des laboratoires. 	
Champ relationnel du poste	Administrations, services nationaux et territoriaux de l'INAO, organisations professionnelles des SIQO, Organismes de Contrôles des SIQO, professionnels membres du comité des agréments et des contrôles ; responsables des autres corps de contrôles.	
Compétences liées au poste	<p>Savoirs :</p> <p>Connaissance de l'environnement institutionnel et professionnel, des signes d'identification de la qualité et de l'origine, des systèmes qualité.</p>	<p>Savoir-faire :</p> <p>Sens du travail en équipe, aptitude à la concertation et aux relations avec une multiplicité d'interlocuteurs tant institutionnels que professionnels.</p> <p>Organisation, autonomie, rigueur dans le suivi des dossiers</p> <p>Compétences rédactionnelles et relationnelles</p> <p>Capacité d'analyse et de synthèse</p> <p>Expression écrite et orale</p>

Personnes contacter	<p>à Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel, doivent être adressées à la Secrétaire générale de l'INAO : Mme Patricia CARISTAN Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : p.caristan@inao.gouv.fr</p> <p>Informations sur le poste : Mme Cécile FUGAZZA – Responsable du Service Contrôles Tél. : 01.73.30.38.80 - courriel : c.fugazza@inao.gouv.fr</p>
--------------------------------	---

Office français de la biodiversité

AVIS DE VACANCE DE POSTE

Catégorie hiérarchique :	A
Intitulé du poste :	Chargé de mission Mobilisation des territoires et Planification (H/F)
Référence du poste :	DRNA-CMMOBIPLANI-F
Affectation :	Direction régionale Nouvelle-Aquitaine Service régional appui aux acteurs et mobilisation des territoires
Positionnement hiérarchique :	Sous l'autorité du chef de service Appui aux acteurs et mobilisation des territoires
Résidence administrative :	Bordeaux (33)
Conditions d'emploi :	<p>Emploi permanent à pourvoir soit par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un fonctionnaire (détachement ou PNA) ou un agent déjà en CDI de droit public (portabilité envisageable) ; - en CDD de 3 ans (rémunération selon expérience professionnelle comprise entre 2 235 € et 3 041 €)
Dépôt de candidature :	<p>Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures par courriel à recrutement@ofb.gouv.fr, en rappelant obligatoirement la référence du poste et en joignant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - CV + LM.
Date limite de dépôt de candidature :	25 juin 2021

DESCRIPTION DES FONCTIONS

Contexte :

L'Office français de la biodiversité (OFB) est né le 1er janvier 2020. Ce nouvel établissement public, placé sous la tutelle des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture, a été créé pour protéger et restaurer la biodiversité. Il intègre les missions, les périmètres d'intervention et les 2 800 agents de l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS).

Il contribue, s'agissant des milieux terrestres, aquatiques et marins, à la surveillance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité ainsi qu'à la gestion équilibrée et durable de l'eau en coordination avec la politique nationale de lutte contre le réchauffement climatique (loi n°2019-773 du 24 juillet).

Pour remplir ses missions, l'Office s'appuie sur des équipes pluridisciplinaires (inspecteurs de l'environnement, ingénieurs, vétérinaires, techniciens, personnels administratifs, etc.) réparties sur tout le territoire national. Il est organisé de façon matricielle pour prendre en compte tous les milieux, en transversalité, selon une articulation à trois niveaux :

- une échelle nationale où se définissent et se pilotent la politique et la stratégie de l'OFB (directions et délégations nationales) ;
- une échelle régionale où s'exercent la coordination et la déclinaison territoriale (directions régionales) ;
- des échelons départementaux et locaux, de mise en œuvre opérationnelle et spécifique (services départementaux, antennes de façade, parcs naturels marins, etc.).

Description du poste :

Le chargé de mission participe à la planification des politiques de l'eau et de la biodiversité. Il suit et développe les partenariats sur les territoires et les actions en lien avec la mobilisation citoyenne.

Il coordonne le positionnement de la DR en ce qui concerne la gestion quantitative de l'eau sur les bassins de la Garonne et de l'Adour.

Activités principales :

• Planification des politiques de l'eau et de la biodiversité

- Contribuer à l'élaboration et à l'évaluation, au niveau régional et au niveau du bassin Adour-Garonne (en appui à la DR Occitanie coordonnatrice), des politiques de l'eau et de la biodiversité ;
- Apporter un appui aux services départementaux des sous-bassins Garonne-Dordogne et Adour pour les SAGE ;
- Apporter un appui aux services du siège et aux services déconcentrés de l'Etat pour l'élaboration de la SNB ;
- Contribuer à l'élaboration, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de la SRB.

• Partenariats et mobilisation de la société

- Participer à l'installation de l'ARB partenariale Etat-Région et à ses instances thématiques et assurer un suivi des actions engagées ;
- Assurer un relais régional opérationnel des projets nationaux portés par l'établissement (Atlas de la biodiversité communale (ABC), MobBiodiv, Territoires engagés pour la nature (TEN), Entreprises engagées pour la nature (EEN), Partenaires engagés pour la nature (PEN), aires éducatives, ...) ;
- Effectuer un suivi et un accompagnement des subventions apportées par l'OFB aux initiatives soutenues en région Nouvelle-Aquitaine,
- Contribuer à l'émergence de projets de reconquête de la biodiversité et participer à leur suivi, bilan, évaluation.

• Gestion quantitative de l'eau, PTGE (bassins Garonne – Dordogne et Adour)

- Représenter la DR dans les réunions techniques et groupes de travail ;
- Rédiger ou participer à la rédaction d'avis techniques.

RELATIONS LIEES AU POSTE

Relations internes :

- Directions nationales ;
- Directions régionales ;
- Services régionaux et départementaux, PNM.

Relations externes :

- Services déconcentrés et établissements publics de l'Etat (DREAL, DRAAF, DDT(M), Agences de l'Eau,...) ;
- Collectivités territoriales (Conseil régional, départements, et collectivités de projet) ;
- Organisations professionnels : chambres d'agricultures, bureaux d'études, entreprises de travaux ;
- Acteurs de la biodiversité, APN, gestionnaires d'espaces naturels ;
- Entreprises
- Médias.

PROFIL RECHERCHE

- Titulaire d'un diplôme Bac+5 minimum ;

Le candidat devra en particulier disposer de :

- une solide formation dans le domaine de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques, et plus largement de l'environnement ;
- une expérience avérée de plus de 5 ans en lien avec les politiques de préservation de la biodiversité et les politiques de l'eau
- une connaissance approfondie de la gestion de dossiers/projets complexes et des partenariats
- une expérience de travail en réseau avec les collectivités et les acteurs de la biodiversité

COMPETENCES ET QUALITES REQUISES

Connaissances :

- Connaissance générale en matière de biodiversité terrestre et aquatique ;
- Connaissance des acteurs et institutionnels de la biodiversité et de la planification ;
- Connaissance des collectivités, socio-professionnels (monde agricole en particulier) et des acteurs associatifs ;
- Connaissance des politiques publiques et réglementations dans les domaines de l'eau et la biodiversité.

Savoir-faire opérationnel :

- Savoir rendre compte à la hiérarchie ;
- Constituer et animer un réseau ;
- Avoir le sens des relations publiques ;
- Assurer le suivi de dossiers ;
- Animer des réunions, négocier et représenter l'OFB ;
- Communiquer de manière adaptée au public cible ;
- Utiliser les outils et applications de l'Etablissement.

Savoir-être professionnel :

- Qualités relationnelles ;
- Qualités rédactionnelles ;
- Qualités organisationnelles ;
- Qualité d'expression orale ;
- Disponibilité et sens de l'écoute ;
- Rigueur ;
- Travailler en équipe ;
- Capacités d'organisation et sens des priorités ;
- Disponibilité et sens de l'écoute ;
- Créativité et esprit d'initiative ;
- Autonomie ;
- Réactivité ;
- Confidentialité.

CONDITIONS D'EXERCICE / SUJETIONS PARTICULIERES

- Permis B ;
- Déplacements fréquents.